

Le futur président du Brésil, entre pression des marchés et urgences sociales

liberation.fr/planete/2018/10/01/le-futur-president-du-bresil-entre-pression-des-marches-et-urgences-sociales_1682334

October 1, 2018

Par AFP – 1 octobre 2018 à 08:10



Le député d'extrême droite Jair Bolsonaro en campagne à Rio de Janeiro, le 27 août 2018 Photo Mauro Pimentel.
AFP

Le futur président du Brésil, entre pression des marchés et urgences sociales

Le futur président du Brésil va subir, dès sa prise de fonction, une forte pression des marchés pour poursuivre une politique d'austérité, tout en relançant une économie grippée dans un pays qui compte 23 millions de pauvres.

«Pour une politique d'ajustement (budgétaire) équitable et une croissance partagée» : ainsi s'intitule un rapport de la Banque mondiale, présenté aux 13 candidats à l'élection présidentielle, avec une liste de préconisations qui semblent autant de vœux pieux devant l'ampleur de la crise économique, politique et sociale qui secoue le pays.

Selon le rapport, la première puissance économique d'Amérique latine est confrontée à «trois défis principaux» : «un important déséquilibre budgétaire», «un manque de croissance durable de sa productivité» et «une difficulté toujours plus grande de l'Etat à

fournir des services de base».

Au Brésil, «une partie de la population vit au XIXe siècle et l'autre au XXIe», rappelle Marcelo Neri, économiste de la fondation Getulio Vargas, soulignant la situation de millions de Brésiliens, de faible niveau scolaire, qui vivent sans accès à l'eau et à l'assainissement et se trouvent confrontés à des «niveaux de violence dignes d'un pays en guerre».

En juillet, la dette publique a atteint 77% du PIB, contre 56% en 2014. Selon la Banque mondiale, elle ne se stabilisera qu'à la condition, peu probable, que le Brésil connaisse une croissance annuelle de 4% jusqu'à 2030. Sans de profondes réformes structurelles, la dette pourrait alors atteindre 140% du PIB, estime l'organisation internationale.

Si le gouvernement du président Michel Temer a gelé les dépenses publiques, il a toutefois laissé en suspens la délicate réforme des retraites, considérée par les marchés comme la pierre angulaire du redressement des finances publiques.

- Promettre la lune -

La majorité des candidats en lice pour le premier tour du 7 octobre propose une réforme des retraites et un programme de réduction des déficits publics, mais sans trop s'avancer sur des chiffres, de peur de perdre des voix.

Le favori, le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro, prône une transition vers un système de retraites par capitalisation et une réduction de 20% de la dette publique grâce à «des privatisations, des cessions».

Fernando Haddad, le candidat du Parti des travailleurs (PT) de l'ex-président de gauche Lula, en deuxième position dans les sondages, propose à l'inverse de «mettre fin aux privatisations» et mise sur «le retour de l'emploi» et «la lutte contre l'évasion fiscale» pour parvenir à l'équilibre des comptes publics.

L'ex-gouverneur de Sao Paulo, Geraldo Alckmin, a promis de faire fondre le déficit «en deux ans» grâce à des privatisations et une simplification fiscale.

«Il est à craindre que les débats sur les problèmes les plus urgents ne soient écartés au profit de propositions qui reproduisent la catastrophe que le pays a connue ces dernières années ou promettent la lune», s'alarme Marcos Lisboa, président de l'Insper, un institut d'enseignement et de recherche.

«Ce pays a besoin de mener des politiques d'inclusion (sociale) et je pense que jusqu'à présent les élections ne vont pas dans cette direction», estime Marcelo Neri.

Selon la fondation Getulio Vargas, en 2017, 23 millions de Brésiliens, sur un total de 208 millions, vivaient en-dessous du seuil de pauvreté, soit 6 millions de plus (+33%) qu'en 2014.

Le pays compte près de 13 millions de chômeurs et figure au neuvième rang mondial en matière d'inégalités sociales.

L'économiste plaide pour une «voie intermédiaire» entre ceux qui préconisent l'austérité

pour réduire les déficits creusés par deux années de récession (2015 et 2016) et deux autres de faible croissance, et ceux qui pensent qu'une telle ordonnance finira par tuer le patient.

Alors que cette campagne pour la présidentielle est la plus polarisée depuis la fin de la dictature militaire (1964-85), les deux favoris du premier tour, Jair Bolsonaro et Fernando Haddad, sont aussi ceux qui suscitent le plus de rejet, une situation qui pourrait réduire leur marge de manoeuvre, une fois au pouvoir le 1er janvier 2019.

AFP

Vous êtes abonné à Libération

Le journal d'aujourd'hui

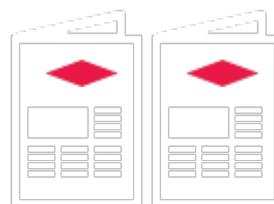
Offre 100% numérique: 6€ par mois sans engagement

Le journal du jour en exclusivité et le journal de demain avant tout le monde

Voir les offres d'abonnement

Après cet article

Brésil : les candidats à la présidentielle



- La Une
- Mobilisation des livreurs Deliveroo : «On était là la semaine dernière, on reviendra la semaine prochaine»
- Sophia Chikirou dans la tourmente
- Accord sur la hausse des salaires entre la direction d'Air France et les syndicats
- «Les femmes afghanes ont des cœurs de lions»
- L'étudiante accusée de soutien au BDS autorisée à étudier en Israël par la Cour suprême



- Articles populaires
- Un garde du corps de Macron a-t-il participé à la perquisition de la France Insoumise?
- A Romainville, «tout le monde déteste les tronçonneuses»
- Rendons le féminin à la langue française
- Emmanuelle Wargon : «Je me déporterais si je suis en situation de conflit d'intérêts»
- Nous voulons des herboristes !

Dans le direct





- 04.10.18

Brésil : les candidats à la présidentielle

Jair Bolsonaro, l'ex-militaire antisystème Cet ancien militaire évangélique, nostalgique de la dictature (1964-1985), a multiplié les sorties racistes,...

- 30.09.18

Analyse



Etats-Unis : Croissance, salaires, prix... les cinq chiffres à nuancer

En apparence encourageants, les résultats de l'économie américaine comme la croissance et la consommation masquent la hausse des inégalités et un fort endettement.

- 28.09.18

Analyse



Italie : le M5S et la Ligue envoient bouler Bruxelles

En actant un déficit à 2,4 % du PIB malgré une dette publique déjà lourde, le gouvernement de coalition italien défie ostensiblement l'Union européenne, désignée ennemi commun par les deux partis populistes au plus haut dans les sondages.

- 04.10.18

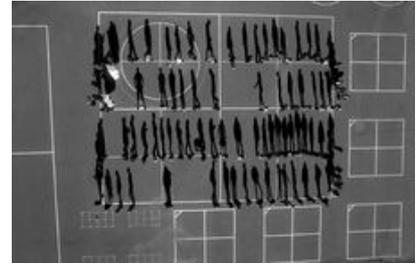
EDITORIAL

Menace

#EleNao : «Pas lui». C'est sous ce hashtag que des millions de femmes ont battu le pavé le week-end dernier. C'est pourtant «lui», Jair Bolsonaro, que les...

- 30.09.18

Tribune



La démocratie ou l'intelligence collective

Jeunes, salariés, consommateurs ou habitants ne sont pas dupes, ils veulent remettre l'intérêt général au premier plan des projets et des débats. Et donc définir eux aussi les sujets dont il faut parler. En un mot, ils veulent partager le pouvoir.

- 04.10.18

récit



«Lui non», le combat des Brésiliennes

En plus de s'en prendre aux Noirs et aux homosexuels, le candidat d'extrême droite multiplie depuis des décennies les sorties contre les femmes.

- 03.10.18

Tribune



Eurasie : Vladimir Poutine et Xi Jinping redessinent la carte

Le projet russe comme chinois de vouloir revivifier ce vaste espace Asie - Europe est un rêve empirique continental et maritime. Si la Russie veut protéger son marché intérieur de la progression de l'UE, la Chine, quant à elle, entend y exercer son hégémonie.

- 03.10.18

Libé des géographes



Mobilités : la voiture s'accroche à sa place

Le Mondial de l'auto reste très attractif, même si la toute puissance de l'automobile a dû reculer dans les centres-villes. Il est vrai que le désir de mobilité individuelle résiste fortement.

- 30.09.18

Trumperie



Etats-Unis : chômage, un taux trop bas pour être vrai

Le faible chiffre vanté par Donald Trump cache une tout autre réalité : plus de 20 millions d'inactifs ne sont pas comptés et le sous-emploi persiste.

- 28.09.18

Analyse



L'UE une nouvelle fois face à «l'abominable problème italien»

Avec 2 300 milliards d'euros de dette, Rome inquiète ses partenaires, qui redoutent un scénario à la grecque. Une crainte qui n'est pas nouvelle : cela fait trente ans que le pays a le rôle du mauvais élève.